

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/165

6 avril 2001

(01-1763)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

Original: anglais

SEPTIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 26-28 MARS 2001

Déclaration du Japon

Je voudrais tout d'abord remercier notre Président pour le dévouement avec lequel il a accompli sa tâche au cours de l'année écoulée, ce qui nous a permis d'avoir une première phase de négociations très utile. Il est particulièrement encourageant de constater qu'un nombre beaucoup plus important de propositions de négociation ont été communiquées et examinées qu'au cours des négociations du Cycle d'Uruguay. Je souhaiterais également remercier le Secrétariat pour les efforts qu'il a déployés pour élaborer un certain nombre de notes d'information utiles, qui donnent des renseignements précieux sur les réalités du commerce mondial des produits agricoles depuis le Cycle d'Uruguay.

La quatrième session de la Conférence ministérielle de l'OMC est prévue pour novembre. Le Japon espère sincèrement qu'un nouveau cycle de négociations sera lancé cette année et que les négociations sur l'agriculture s'inscriront dans ce nouveau cycle, de manière que chaque Membre présent ici puisse obtenir un résultat équitable et convaincant.

Les discussions sur les notes d'information établies par le Secrétariat ont révélé que seul un nombre restreint de grands pays exportateurs où les conditions naturelles sont favorables ont bénéficié des avantages issus des Accords du Cycle d'Uruguay, tandis que d'autres Membres, notamment les petits pays en développement, n'ont que très peu profité de la libéralisation du commerce. Cette question a également été soulevée dans un certain nombre de propositions de négociation présentées par des pays en développement Membres. Sur la base de cette expérience, nous devrions nous efforcer d'établir un ensemble de règles commerciales dont la totalité des Membres, et pas uniquement un petit nombre de pays compétitifs, pourra tirer parti. Ces règles commerciales devraient également permettre la coexistence de divers types d'agriculture. Ainsi, toutes les négociations et discussions à venir devraient effectivement se fonder sur les expériences acquises lors de la mise en œuvre des Accords du Cycle d'Uruguay.

Je souhaiterais maintenant passer brièvement en revue les propositions de négociation présentées à ce jour.

Sur un plan général, il est évident aujourd'hui qu'un certain nombre de Membres font preuve d'un grand intérêt pour la multifonctionnalité de l'agriculture et les considérations autres que d'ordre commercial, y compris la sécurité alimentaire. Cet intérêt a été clairement confirmé lors de la discussion de six heures que nous avons eue pendant la réunion de novembre et qui a porté sur la note relative aux considérations autres que d'ordre commercial présentée par 27 Membres, parmi lesquels le Japon. Personne ne saurait nier le fait que l'agriculture possède une grande variété de fonctions autres que celle d'approvisionner en produits alimentaires chaque pays et société. Je pense que déterminer comment garantir la multifonctionnalité de l'agriculture et définir les instruments de

politique que nous devons préserver à cette fin sont les questions majeures des présentes négociations, qui vont déterminer l'orientation des politiques agricoles de chaque pays pour le XXI^e siècle.

Permettez-moi d'évoquer certains des points qui ont été soulevés par les Membres dans leurs diverses propositions de négociation.

Premièrement, je souhaiterais faire remarquer que la plupart des propositions de négociation préconisent un renforcement des règles et disciplines relatives aux exportations. Je pense que c'est le signe évident qu'il existe un déséquilibre, qu'il nous faut corriger, entre les règles et disciplines actuelles qui sont appliquées aux mesures à l'exportation et celles qui sont appliquées aux mesures à l'importation. Il est nécessaire de s'assurer que les règles régissant l'exportation et celles qui régissent l'importation sont traitées sur un pied d'égalité.

Deuxièmement, s'agissant du soutien interne, nous trouvons encourageant qu'un certain nombre de propositions appellent à la poursuite du processus de réforme sur la base du cadre fondamental actuel constitué par les mesures dans les catégories "verte", "bleue" et "orange". Certains Membres ont néanmoins présenté des propositions irréalistes qui modifieraient radicalement les règles existantes, faisant fi du processus de réforme de l'agriculture aujourd'hui en cours dans chaque pays. Les négociations que nous menons actuellement constituent la poursuite du processus de réforme prévue par l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture, et nous devrions continuer de négocier en prenant pleinement en considération, et de manière équitable, tous les éléments mentionnés à l'article 20, en vue de l'objectif à long terme de réductions progressives substantielles du soutien et de la protection.

Troisièmement, pour ce qui est de l'accès aux marchés, aux fins de la poursuite du processus de réforme, certains Membres prônent une réduction progressive du soutien ménageant une place à la flexibilité, tandis que d'autres demandent simplement des réductions substantielles. Nous devons nous rappeler en l'occurrence que, comme il a été mentionné plus haut, seul un petit groupe de pays exportateurs, bénéficiant d'une production agricole très compétitive en raison de conditions naturelles favorables, ont bénéficié des avantages de l'amélioration de l'accès aux marchés résultant des Accords du Cycle d'Uruguay. De plus, nous devons aussi tenir pleinement compte du fait qu'un certain nombre de pays en développement doivent faire face aux problèmes que pose la réduction des marges de préférence, comme indiqué dans plusieurs propositions de négociation présentées par des pays en développement Membres. Nous relevons également qu'un grand nombre de pays en développement ont fait des propositions réalistes concernant leurs propres réductions tarifaires. Je pense qu'il s'agit là d'un point très important aux fins d'assurer la sécurité alimentaire et le développement agricole de ces pays.

Enfin et surtout, nous observons qu'un grand nombre de propositions mentionnent les considérations intéressant les pays en développement. Le Japon a également proposé que certains niveaux de flexibilité soient ménagés aux pays en développement dans chaque domaine, y compris le soutien interne, l'accès aux marchés et les mesures à l'exportation. Cependant, nous estimons qu'il est tout aussi important d'envisager une approche différente pour chaque pays en fonction de son stade de développement, étant donné que la situation des pays en développement n'est pas du tout identique en termes de capacité vis-à-vis de l'économie mondiale. Nous devons garder à l'esprit qu'il n'est absolument pas approprié, dans un système commercial multilatéral, de répartir artificiellement les Membres en deux groupes, à savoir pays en développement et pays développés, car cela reviendrait à ne pas tenir compte de la grande diversité des conditions géographiques et naturelles que connaissent les Membres.

Je conclurai mes observations en abordant brièvement la prochaine phase des discussions. Alors que nous entrons dans une phase où il s'agit de clarifier les propositions de négociation des Membres et de les développer, le Japon souhaiterait participer activement à ce processus et

approfondir notre compréhension mutuelle des idées exprimées par chacun. Je pense qu'un processus de clarification complet et suffisamment transparent sera finalement le chemin le plus court pour faire aboutir les négociations à des résultats fructueux. Une maison solide a besoin de fondations solides et complètes. Sans de telles fondations, une maison reste fragile et dangereuse, même si elle semble magnifique de l'extérieur. Et personne ne souhaiterait vivre dans une telle maison. Le Japon espère sincèrement que la deuxième phase de nos travaux établira des fondations solides pour les règles relatives au commerce des produits agricoles du XXI^e siècle, qui permettront la coexistence de divers types d'agriculture.
